

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1993/23
29 juin 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-cinquième session
Point 10 b) de l'ordre du jour provisoire

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET LES DROITS DE L'HOMME
DES DETENUS : QUESTION DES DROITS DE L'HOMME ET
DES ETATS D'EXCEPTION

Sixième rapport annuel révisé et liste d'Etats qui,
depuis le 1er janvier 1985, ont proclamé, prorogé
ou abrogé un état d'exception, présenté par
M. Leandro Despouy, Rapporteur spécial nommé
en application de la résolution 1985/37 du
Conseil économique et social

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>		<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
	Introduction	1 - 9	3
I.	LISTE D'ETATS QUI, DEPUIS LE 1er JANVIER 1985, ONT PROCLAME, PROROGÉ OU ABROGÉ UN ETAT D'EXCEPTION	10 - 16	5
II.	OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES	17 - 20	35
III.	ETAT D'EXCEPTION DE FAIT	21 - 45	37
IV.	LES FONCTIONS DU PARLEMENT PENDANT UN ETAT D'EXCEPTION	46 - 77	43
V.	ACTION ENTREPRISE PAR LE RAPPORTEUR SPECIAL SELON LA PROCEDURE ETABLIE DANS SA METHODE DE TRAVAIL	78 - 96	50
A.	Services consultatifs	78 - 83	50
B.	Corrections à la liste d'Etats figurant dans les quatrième et cinquième rapports annuels	84 - 85	51
C.	Lettre émanant de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples . .	86 - 87	51
D.	Base de données sur les états d'exception	88 - 95	52
E.	Directives pour la législation nationale et question des droits intangibles . . .	96	53

Annexes

I.	Liste des réponses et autres communications reçues	55
II.	Liste de publications spécialisées reçues d'Amnesty International	57

Introduction

1. Par sa résolution 10 (XXX) du 31 août 1977, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités s'est montrée profondément préoccupée par l'application que recevaient, dans certains pays, les législations concernant les situations dites d'état de siège ou d'exception. Convaincue qu'il existait un lien entre cette application et la situation des droits de l'homme dans ces pays, elle a estimé qu'une étude d'ensemble des conséquences pour les droits de l'homme des évolutions récentes intervenues dans ce domaine serait utile à la réalisation des objectifs des Nations Unies dans le cadre des droits de l'homme. Cette étude a été présentée par Mme Nicole Questiaux à la Sous-Commission, à sa trente-cinquième session (E/CN.4/Sub.2/1982/15).
2. Dans sa résolution 1983/18, la Commission des droits de l'homme a prié la Sous-Commission de proposer à la Commission, pour qu'elle les examine, des mesures propres à assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales partout dans le monde où il y a des situations d'état de siège ou d'exception, en particulier des droits visés au paragraphe 2 de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
3. Par sa résolution 1983/30, la Sous-Commission a décidé d'inscrire à son ordre du jour un point intitulé "Mise en oeuvre du droit de dérogation prévu à l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et violation des droits de l'homme" 1/.
4. A la demande de la Sous-Commission, le Conseil économique et social, par sa résolution 1985/37, a autorisé la Sous-Commission à désigner un rapporteur spécial qu'elle a chargé d'accomplir la tâche visée dans la résolution 1983/18 et dans la résolution 1983/30 de la Sous-Commission.
5. Le mandat du Rapporteur spécial, M. Leandro Despouy, tel qu'il est énoncé dans ces résolutions et dans les résolutions ultérieures de la Sous-Commission (1985/32, 1987/25, 1988/24, 1989/28, 1990/19, 1991/18 et 1992/22) consiste essentiellement : a) à dresser et tenir à jour, annuellement, la liste des pays qui proclament ou abrogent l'état d'exception; b) à examiner, dans des rapports annuels, les questions touchant au respect par les Etats des règles nationales et internationales garantissant la légalité de la mise en oeuvre de l'état d'exception; c) à étudier l'incidence des mesures d'exception sur les droits de l'homme; d) à recommander des mesures concrètes, propres à assurer le respect des droits de l'homme dans des situations d'état de siège ou d'exception.
6. Le Rapporteur spécial a présenté à la Commission et à la Sous-Commission des droits de l'homme un document explicatif sur la question (E/CN.4/Sub.2/1985/19) ainsi que ses premier, deuxième, troisième, quatrième et cinquième rapports et listes d'Etats qui, depuis le 1er janvier 1985, ont proclamé, prorogé ou abrogé un état d'exception ainsi que la version révisée et mise à jour de ces rapports (E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1 et Add.1 et 2; E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1; E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2; E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1); E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1).

7. En réponse à la demande formulée dans la décision 1991/262 du Conseil économique et social, le Rapporteur a présenté à la Sous-Commission et à la Commission des droits de l'homme le projet de directives pour la rédaction des textes juridiques relatifs aux états d'exception, qui était repris à l'annexe I de son quatrième rapport périodique (E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1).

8. Par sa résolution 1993/42, la Commission des droits de l'homme, prenant note de la résolution 1992/22 de la Sous-Commission, a recommandé au Conseil économique et social d'approuver la demande présentée par la Sous-Commission à M. Leandro Despouy, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et les états d'exception, de continuer à mettre à jour la liste des états d'exception et d'inclure dans son rapport annuel à la Sous-Commission et à la Commission des droits de l'homme des recommandations sur les droits qui sont inaliénables ou qui n'admettent aucune dérogation.

9. Le présent sixième rapport annuel a été établi conformément à cette résolution, ainsi qu'à d'autres résolutions et décisions pertinentes de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission.

I. LISTE D'ETATS QUI, DEPUIS LE 1er JANVIER 1985, ONT PROCLAME,
PROROGÉ OU ABROGE UN ETAT D'EXCEPTION

10. En établissant la présente liste d'Etats qui ont proclamé, prorogé ou abrogé un état d'exception, le Rapporteur spécial s'est efforcé d'offrir à la Sous-Commission et à la Commission un panorama aussi complet que possible - dans les limites des informations à sa disposition - de la situation mondiale en matière d'états d'exception à dater du 1er janvier 1985. La présente liste contient un résumé des renseignements qui figuraient déjà dans les cinq rapports précédents du Rapporteur spécial, ainsi que de nouveaux renseignements communiqués par des gouvernements, des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et des informations parues dans la presse depuis novembre 1992, date à laquelle a été publié le cinquième rapport révisé.
11. Ce tour d'horizon n'a d'autre objet que de donner une vue d'ensemble de la situation en matière d'états d'exception dans le monde et de compléter la liste établie par le Rapporteur spécial. Une fois de plus, il est indispensable de pouvoir compter sur la collaboration des gouvernements intéressés, des organisations non gouvernementales et de tous ceux qui peuvent fournir des renseignements dignes de foi qui permettent de rectifier les erreurs ou de combler les lacunes qu'elle peut contenir.
12. Le Rapporteur spécial demande périodiquement à tous les gouvernements, aux organes compétents de l'ONU, aux institutions spécialisées et aux autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées de lui communiquer des renseignements. Sa dernière lettre de demande de renseignements était datée du 4 décembre 1992. La liste des réponses et autres communications reçues figure à l'annexe I.
13. Chaque fois que le Rapporteur spécial a appris, généralement par la presse internationale, l'adoption par un gouvernement de mesures d'exception comportant apparemment des restrictions à l'exercice des droits de l'homme (suspension partielle de la Constitution, couvre-feu, etc.), il s'est immédiatement adressé à ce gouvernement, par l'intermédiaire du Secrétaire général, pour demander des renseignements précis et détaillés sur la nature des mesures en vigueur, leur base juridique et, par-dessus tout, l'effet qu'elles ont ou qu'elles ont eu sur les droits de l'homme en général.
14. En établissant cette liste, le Rapporteur spécial a également tenu compte des pays qui ont et appliquent une législation ordinaire habilitant l'exécutif à adopter des mesures d'exception (telles que la détention administrative ou ministérielle pendant une longue période) sans qu'il soit nécessaire de proclamer officiellement un état d'exception.
15. D'après les renseignements dont a disposé le Rapporteur spécial, depuis le 1er janvier 1985, un état d'exception a été proclamé, prorogé, maintenu ou abrogé, sous diverses formes, dans les 83 Etats et territoires suivants :

Afghanistan :

Etat d'exception proclamé le 19 février 1989. Levé le 28 mai 1990.

Sources : Rapports intérimaires sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan, établis par M. F. Ermacora, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme (A/44/669, par. 20 e), et A/45/664, par. 36).

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Afrique du Sud :

L'état d'exception a été proclamé le 21 juillet 1985 dans 36 districts judiciaires du pays. Le 12 juin 1986, il a été étendu à l'ensemble du territoire. En 1987, 1988, 1989 et 1990, il a été tour à tour proclamé ou prorogé et certains règlements d'exception ont été abrogés.

Le 7 juin 1990, l'état d'exception a été levé dans tout le pays à l'exception du Natal. Dans cette province, la levée de l'état d'exception a été annoncée le 18 octobre 1990.

Sources : Lettres du gouvernement en date des 1er septembre 1988 et 6 juillet 1989 (voir E/CN.4/Sub.2/1989/45); informations communiquées par le Comité spécial contre l'apartheid; informations reçues d'organisations non gouvernementales.

Le 28 octobre 1991, l'état d'exception a été décrété dans tout le Ciskei.

Sources : Rapport du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe (E/CN.4/1992/8, par. 167). Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 30 et annexe I, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1/Add.2, chapitre IV.B; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 23; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.1, par. 18 et annexe I, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21 et annexe I; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Algérie* :

Etat de siège proclamé le 6 octobre 1988. Levé le 12 octobre 1988.

Etat de siège décrété le 4 juin 1991 pour quatre mois. Levé le 29 septembre 1991.

Sources : Lettre du gouvernement datée du 28 avril 1989; notifications du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date des 19 juin et 3 octobre 1991.

Etat d'exception proclamé le 9 février 1992 pour 12 mois. Couvre-feu de nuit décrété pour une durée indéfinie le 2 décembre 1992.

Le 7 février 1993, l'état d'exception a été prorogé pour une durée indéfinie.

Sources : Notification du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date du 13 février 1992; informations publiées dans la presse.

(Troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21 et 24; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par.13.)

Argentine :

Etat de siège proclamé le 25 octobre 1985, pour une durée de 60 jours. Abrogé le 7 décembre 1985.

Sources : Lettre du gouvernement datée du 12 août 1987.

Etat de siège proclamé le 29 mai 1989 pour une durée de 30 jours. Levé le 27 juin 1989.

Sources : Notifications du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date des 7 juin et 11 juillet 1989.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27, 39, 45, 49, 56 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 27); troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21 et 24; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par.13.)

*/ L'astérisque qui accompagne le nom d'un pays ou d'un territoire signifie que l'état d'exception y est toujours en vigueur.

Arménie :

Depuis le 15 janvier 1990, l'état d'exception a été en vigueur dans la région de Gorissa en RSS d'Arménie.

Sources : Notification du Gouvernement de l'URSS au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date du 16 janvier 1990.

Le 29 août 1990, l'état d'exception a été proclamé et le couvre-feu imposé dans toute la république. Levés le 16 août 1991.

Le 16 décembre 1991, l'état d'exception a été proclamé et le couvre-feu imposé dans la région de Meghri en Arménie pour une période de trois mois.

Sources : Informations reçues d'une organisation non gouvernementale et publiées dans la presse. Dans une lettre datée du 19 mai 1992, adressée au Gouvernement arménien, le Rapporteur spécial a demandé des renseignements plus détaillés sur les mesures d'exception prises et leurs incidences sur les droits de l'homme.

Le 19 juin 1992, l'état d'exception a été de nouveau instauré dans les régions de Meghri et de Kapan en Arménie méridionale, pour une nouvelle période de trois mois.

Sources : Lettre du gouvernement datée du 10 juillet 1992, reçue en réponse à la demande de renseignements adressée par le Rapporteur spécial.

En février 1993, l'état d'exception a été proclamé dans le district d'Armavir en Arménie pour une période d'un mois.

Sources : Informations publiées dans la presse.

(Troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13 et 17.)

Azerbaïdjan* :

Etat d'exception imposé dans la région autonome du Nagorny-Karabakh et dans le district d'Agdam en RSS d'Azerbaïdjan à compter du 21 septembre 1988. Depuis le 15 janvier 1990, l'état d'exception a été en vigueur dans le territoire de la région autonome du Nagorny-Karabakh, dans les régions contiguës de la RSS d'Azerbaïdjan, et dans la zone frontalière située le long de la frontière d'Etat de l'URSS dans le territoire de la RSS d'Azerbaïdjan.

Le 20 janvier 1990, l'état d'exception a été proclamé dans la ville de Bakou. Il a été levé en août 1991.

En juin 1990, l'état d'exception a été proclamé en RSS d'Azerbaïdjan le long de sa frontière avec la RSS d'Arménie.

Sources : Notifications du Gouvernement de l'URSS au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies datées des 13 octobre 1988 et 15 et 29 janvier 1990; informations publiées dans la presse.

Le 14 mai 1992, l'état d'exception a été proclamé pour une période de deux mois et le couvre-feu imposé dans la ville de Bakou.

Sources : Informations publiées dans la presse. Dans une lettre datée du 19 mai 1992, adressée au Gouvernement de la République azerbaïdjanaise, le Rapporteur spécial a demandé des renseignements plus détaillés sur les mesures d'exception prises et leurs incidences sur les droits de l'homme.

En mars 1993, l'état d'exception a été proclamé pour une période d'un mois dans trois districts de la République.

Le 2 avril 1993, l'état d'exception a été proclamé sur tout le territoire de la République.

Le 9 avril 1993, le couvre-feu a été imposé à Bakou et dans plusieurs autres villes et districts.

En mai 1993, l'état d'exception a été prorogé pour une nouvelle période de deux mois.

Sources : Informations publiées dans la presse. Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, annexe I; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21 et 24; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Bangladesh :

Loi martiale proclamée le 24 mars 1982. Abrogée le 10 novembre 1986.

Etat d'exception proclamé le 27 novembre 1990. Levé le 6 décembre 1990.

Sources : Lettres du gouvernement en date du 22 juillet 1987 et du 1er avril 1993.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27 et 39 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 27; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Bolivie :

Etat d'exception proclamé le 18 septembre 1985.

Abrogé le 19 décembre 1985.

Etat d'exception proclamé le 27 août 1986.

Abrogé le 27 novembre 1986.

Etat d'exception proclamé le 15 novembre 1989.

Abrogé le 15 février 1990.

Sources : Notifications du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date des 27 septembre et 29 octobre 1985, 6 janvier, 28 août et 28 novembre 1986, 16 novembre et 8 décembre 1989 et 18 mars 1990.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 27; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21 et 24; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Bosnie-Herzégovine* :

Admis à l'ONU le 22 mai 1992, ce nouvel Etat s'est trouvé dans un état d'exception de facto au moment de sa transition vers l'indépendance. Le Rapporteur spécial attend des renseignements plus précis du gouvernement.

(Cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Brunéi Darussalam* :

Etat d'exception proclamé le 12 décembre 1962.

Toujours en vigueur.

Sources : Lettres du gouvernement dont la dernière est datée du 4 avril 1991.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27 et 39 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; troisième rapport E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Burkina Faso :

Succession, depuis novembre 1980, de situations et de régimes d'exception comparables à l'état d'exception.

Sources : Lettre du gouvernement en date du 30 avril 1991.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Cameroun :

Etat d'exception proclamé le 18 avril 1984. Levé le 19 décembre 1991.

Sources : Informations reçues d'organisations non gouvernementales.

L'état d'exception a été en vigueur du 27 octobre au 29 décembre 1992 dans la province du Nord-Ouest.

Sources : Lettre du gouvernement en date du 29 décembre 1992.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 30 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Canada :

Etat d'exception proclamé le 23 juillet 1989 sur tout le territoire de la province du Manitoba. Abrogé le 4 août 1989.

Sources : Lettre du gouvernement en date du 24 août 1989.

(Troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13 et 15.)

Chili :

Proclamation de l'état de siège (du 7 novembre 1984 au 17 juin 1985 et du 8 septembre 1986 au 5 janvier 1987), de l'état d'urgence (du 24 mars 1984 au 27 août 1988) et de l'état de danger pour la paix intérieure (du 11 mars 1981 au 27 août 1988.)

Sources : Notifications du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date notamment des 17 juin 1985, 22 septembre 1986, 20 janvier 1987 et 31 août 1988; lettres du gouvernement en date des 10 août 1989, 21 février 1991 et 28 avril 1993.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27, 41 et annexe I; E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1/Add.1, annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18, 22, 27, 28 et 71; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 24; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Chine : Loi martiale proclamée à Lhassa (Tibet) le 8 mars 1989.
 Levée le 1er mai 1990.

Loi martiale proclamée à Beijing le 20 mai 1989. Levée le
11 janvier 1990.

Sources : Lettres du gouvernement en date des 8 mai
et 15 août 1989. Lettre en date du 12 janvier 1990 du
Représentant permanent de la Chine (reproduite sous la
cote E/CN.4/1990/55); informations reçues d'organisations
non gouvernementales ou parues dans la presse.

(Troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21;
quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12;
cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Colombie* : Etat de siège proclamé le 1er mai 1984. Levé
le 7 juillet 1991.

L'état d'agitation intérieure a été proclamé
du 10 au 16 juillet 1992, et du 8 novembre 1992 au
6 février 1993.

Le 5 février 1993, des mesures complémentaires relatives à
l'état d'agitation intérieure ont été arrêtées. Dans son
prochain rapport, le Rapporteur spécial donnera plus de
détails sur les mesures d'exception prises et leurs
incidences sur les droits de l'homme.

Sources : Notifications du gouvernement au Secrétaire
général de l'Organisation des Nations Unies en date
des 7 mai et 11 décembre 1984, du 9 août 1991 et des
16 juillet et 10 novembre 1992; lettres du gouvernement en
date des 21 décembre 1987, 13 juillet 1988,
18 avril 1989, 16 septembre 1991, 24 juillet et
11 novembre 1992, et 27 janvier et 27 avril 1993.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27, 39
et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1,
par. 18 et 44; troisième rapport,
E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21; quatrième rapport,
E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport,
E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Croatie* : Admis à l'ONU le 22 mai 1992, ce nouvel Etat s'est trouvé
dans un état d'exception de facto au moment de sa
transition vers l'indépendance. Le Rapporteur spécial
attend des renseignements plus précis du gouvernement.

(Cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

- Djibouti : Le 16 novembre 1991, le couvre-feu a été imposé dans le district d'Obock.
- Sources : Informations publiées dans la presse.
Le Rapporteur spécial attend des renseignements plus précis du gouvernement.
- (Cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)
- Egypte* : L'état d'exception est en vigueur depuis le 6 octobre 1981. Il a été prorogé pour trois ans du 1er mai 1988 au 31 mai 1991.
- Sources : Lettre du gouvernement en date du 28 mars 1991; informations reçues d'organisations non gouvernementales.
- Le 1er juin 1991 la loi martiale a été prorogée pour une nouvelle période de trois ans.
- Sources : Renseignements reçus d'organisations non gouvernementales. Le Rapporteur spécial attend des renseignements plus précis du gouvernement.
- (Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 30 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)
- El Salvador : Suspension de certaines garanties constitutionnelles depuis le 6 mars 1980. Prorogations successives de la loi martiale en 1984 et 1985. Abrogation de l'état d'exception le 12 janvier 1987. Nouvelle suspension des garanties constitutionnelles le 12 novembre 1989 pour une durée de 30 jours, prorogée ultérieurement jusqu'à la mi-avril 1990.
- Sources : Notifications du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date des 3 novembre 1983, 14 juin 1984, 31 juillet 1985, 13 novembre 1989 et 5 janvier 1990. Lettres du gouvernement dont la dernière est datée du 18 août 1989; renseignements reçus d'organisations non gouvernementales.
- (Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 27; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21 et 24 et annexe I; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Equateur : L'état d'exception sur tout le pays a été proclamé plusieurs fois (du 14 au 17 mars 1986, du 28 au 30 octobre 1988, du 31 mai au 1er juin 1988 et du 27 septembre au 13 octobre 1989.)

Sources : Lettres du gouvernement (la dernière datée du 12 janvier 1990); notifications du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date des 14 et 18 mars 1986, 28 et 30 octobre 1987, 1er et 2 juin 1988 et 2 août 1989.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27, 39 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 28 et annexe I; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13).

Etats-Unis d'Amérique : Etat d'exception proclamé et couvre-feu imposé à Los Angeles, San Francisco, Las Vegas, Atlanta et dans quelques autres endroits pendant de brèves périodes de la fin d'avril au début de mai 1992.

Sources : Lettre du gouvernement en date du 1er juin 1992, reçue en réponse à la demande de renseignements adressée par le Rapporteur spécial le 18 mai 1992; informations parues dans la presse.

(Cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13, 15 et 25.)

Ethiopie : Il a été signalé qu'il existe un état d'exception de facto depuis un certain temps. A partir de mai 1988, l'état d'exception a été en vigueur dans les régions du Tigré et de l'Erythrée. Il a été levé en mai 1991.

En mai 1991, le couvre-feu a été décrété à Addis-Abeba. Il a été levé le 31 mai 1992.

Sources : Déclaration de l'observateur de l'Ethiopie à la quarante-quatrième session de la Sous-Commission, le 19 août 1992; informations reçues d'organisations non gouvernementales et parues dans la presse.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23, par. 12 et 31; E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13, 39 et 40.)

Fédération de Russie* : Le 19 avril 1991 l'état d'exception a été proclamé à Vladikavkaz (Ossétie du nord) pour une période d'un mois, puis il a été prorogé jusqu'aux 19 septembre 1991, 19 décembre 1991, 19 avril 1992 et 10 août 1992.

Le 13 juin 1991, l'état d'exception a été instauré à Makhachkala, capitale du Daghestan, pour une période d'un mois.

Le 19 août 1991, l'état d'exception a été proclamé pour six mois dans certaines parties de l'URSS par le Comité d'Etat pour les situations d'exception, nouvellement créé. Le 22 août 1991, tous les décrets de ce comité ont été abrogés par le Président de l'URSS.

Sources : Déclaration faite par l'observateur de l'URSS à la quarante-troisième session de la Sous-Commission, le 30 août 1991; renseignements reçus d'organisations non gouvernementales et parues dans la presse.

Du 11 au 28 septembre 1991, l'état d'exception était en vigueur dans le district de Kazbek, au Daghestan.

Proclamations répétées de l'état d'exception en République tchétchène. Le couvre-feu a été imposé le 10 février 1992 dans la capitale, Grozny, pour 30 jours.

En mai 1992, l'état d'exception a été imposé dans les villes de Makhachkala et Kizilyourt, au Daghestan.

Sources : Renseignements publiés dans la presse. Dans une lettre datée du 19 mai 1992, adressée au Gouvernement de la Fédération de Russie, le Rapporteur spécial a demandé des renseignements plus détaillés sur les mesures d'exception prises dans certaines parties du pays et leurs incidences sur les droits de l'homme.

Le 10 juin 1992, l'état d'exception a été proclamé dans plusieurs districts d'Ossétie du nord; le couvre-feu a été imposé à Vladikavkaz.

Sources : Lettre du gouvernement en date du 21 juillet 1992.

Le 27 septembre 1992, l'état d'exception a été proclamé pour deux mois à Naltchik, capitale de la République autonome de Kabardino-Balkarie; toutefois, son imposition proprement dite a été suspendue.

Le 2 novembre 1992, l'état d'exception a été proclamé en Ossétie du nord et dans la République ingouche, pour une période d'un mois. Par la suite, le régime d'exception dans plusieurs districts et zones d'Ingouchétie et d'Ossétie du nord a été plusieurs fois prorogé (la dernière fois du 31 mai au 31 juillet 1993).

Sources : Notification du Gouvernement de la Fédération de Russie au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date du 3 novembre 1992; lettres du gouvernement en date des 4 novembre et 21 décembre 1992; informations reçues d'organisations non gouvernementales et publiées dans la presse.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12 et annexe II; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13, 16, 17, 22 et 25 à 32.)

Fidji :

Etat d'exception proclamé le 14 mai 1987. Abrogé le 5 décembre 1987.

Sources : Lettres du gouvernement en date des 6 novembre et 7 décembre 1989.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27, 39 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 24; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

France :

Etat d'urgence proclamé dans la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances le 12 janvier 1985. Prorogé jusqu'au 30 juin 1985.

Etat d'urgence proclamé à Wallis-et-Futuna le 29 octobre 1986. Abrogé le 30 octobre 1986.

Sources : Notification du gouvernement au Secrétaire général du Conseil de l'Europe; lettre du gouvernement en date du 9 juillet 1987.

(Premier rapport, E/CN.4/sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27, 39 et 49 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 27; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Gabon :

Etat de siège institué dans la province de Port-Gentil. Couver-feu en vigueur depuis mai 1990. Levé en août 1990.

Sources : Informations reçues d'une organisation non gouvernementale et parues dans la presse. Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Gambie : Etat d'exception proclamé le 2 août 1981. Abrogé le 8 février 1985.

Sources : Informations reçues d'organisations non gouvernementales.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 27; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Géorgie* : Le 18 juillet 1989, un "régime spécial de conduite pour les citoyens" est entré en vigueur dans la République autonome d'Abkhazie.

Le 12 décembre 1990, l'état d'exception a été instauré, puis prorogé à Tskhinvali et dans le district de Dzhevski (Ossétie du sud.)

En septembre 1991, l'état d'exception a été proclamé à Tbilissi, capitale de la Géorgie.

En janvier 1992, l'état d'exception a été proclamé et le couvre-feu imposé à Koutaïssi et dans plusieurs districts de Géorgie occidentale.

Sources : Informations reçues d'organisations non gouvernementales et publiées dans la presse. Dans une lettre datée du 19 mai 1992, adressée au Gouvernement géorgien, le Rapporteur spécial a demandé des renseignements plus détaillés sur les mesures d'exception prises et leurs incidences sur les droits de l'homme.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Guatemala* : Le 25 mai 1993, pendant la crise constitutionnelle, un grand nombre de garanties constitutionnelles ont été suspendues.

Sources : Informations publiées dans la presse. Dans une lettre datée du 17 juin 1993, adressée au Gouvernement guatémaltèque, le Rapporteur spécial a demandé des renseignements plus détaillés sur les mesures d'exception prises et leurs incidences sur les droits de l'homme.

Guyana : Etat d'exception proclamé le 28 novembre 1991.

Sources : Lettre du gouvernement en date du 24 mars 1993.

Haïti* : Etat de siège proclamé le 29 janvier 1986. Abrogé le 14 février 1986.

Sources : Lettres du gouvernement en date des 10 juin 1987 et 16 mars 1989.

Etat de siège institué le 20 janvier 1990. Levé le 30 janvier 1990.

Sources : Résolution 1990/56 de la Commission des droits de l'homme en date du 7 mars 1990; rapports sur la situation des droits de l'homme en Haïti établis par M. P. Texier, expert indépendant (E/CN.4/1990/44/Add.1, par. 1 et 20; E/CN.4/1991/33, par. 3, 11 et 125.)

En septembre 1991, le couvre-feu a été instauré à Port-au-Prince. Dans une lettre datée du 22 octobre 1991, adressée au Gouvernement haïtien, le Rapporteur spécial a demandé de plus amples renseignements sur les mesures d'exception adoptées et leurs incidences sur les droits de l'homme.

N'ayant pas reçu de réponse des autorités de la capitale et détenant des renseignements fiables sur l'état d'exception de fait qui existe en Haïti, le Rapporteur spécial a entrepris une étude de la question (voir le chapitre III du présent rapport.)

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27, 39 et 41 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 24; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Honduras : Etat d'exception proclamé le 8 avril 1988. Abrogé le 13 avril 1988.

Sources : Informations reçues d'organisations non gouvernementales et parues dans la presse. Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Inde : Le Rapporteur spécial attend du gouvernement de plus amples renseignements sur les mesures prises au Cachemire, au Pendjab, dans certaines zones du nord-est et dans l'Andhra Pradesh où, selon des sources non gouvernementales, certaines garanties constitutionnelles auraient été suspendues en vertu d'une législation

spéciale qui établit de fait un état d'exception continu. La presse a également signalé que le couvre-feu a été instauré pendant de courtes périodes dans d'autres régions.

Le 7 décembre 1992, le couvre-feu a été proclamé pour une durée indéterminée dans certaines parties de l'ancienne Delhi. Le couvre-feu a aussi été décrété dans certaines autres grandes villes.

Sources : Informations publiées dans la presse.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Iraq :

Le Rapporteur spécial attendait des informations du gouvernement au sujet des mesures d'exception prises durant le conflit armé de 1991 et par la suite, ainsi que lors des événements qui se sont produits dans les provinces kurdes.

Dans une lettre datée du 4 mars 1993, le Gouvernement iraquien a notamment déclaré que, "malgré la situation exceptionnelle qu'il a connue en raison de l'agression menée contre lui par une trentaine de pays et en dépit des troubles qui ont suivi, l'Iraq n'a ni décrété l'état d'urgence, ni entravé l'application des articles de la Constitution ou des lois, ni pris des mesures susceptibles de porter atteinte au respect des droits de l'homme en général."

Sources : Lettre du gouvernement en date du 4 mars 1993; rapports sur la situation des droits de l'homme en Iraq rédigés par M. Max van der Stoep, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme (documents A/46/647, par. 60; E/CN.4/1992/31, par. 22 à 39 et 151); note verbale datée du 3 juillet 1991, émanant de la Mission permanente de l'Iraq auprès du Centre pour les droits de l'homme (reproduite dans le document E/CN.4/Sub.2/1991/51); lettre du gouvernement en date du 21 décembre 1987.

(Quatrième rapport : E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Israël* :

Etat d'exception en vigueur depuis mai 1948.

Sources : Notification du gouvernement reçue le 3 octobre 1991 par le Secrétaire général; lettre du gouvernement en date du 28 mai 1991.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1/Add.2, chap. V; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Territoires occupés par Israël*:

Législation d'exception en vigueur. Couvre-feu imposé dans la bande de Gaza et en Cisjordanie depuis décembre 1992.

Sources : Rapports de l'Organisation des Nations Unies; informations reçues d'organisations non gouvernementales et publiées dans la presse. Le Rapporteur spécial attend du Gouvernement israélien de plus amples renseignements sur les mesures d'exception prises et leurs incidences sur les droits de l'homme.

(Troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/23/Rev.1, par. 13, 41 et 42.)

Jordanie :

Loi martiale décrétée le 5 juin 1967.

La décision prise par le gouvernement d'abroger la loi martiale a été approuvée par décret royal du 7 juillet 1991.

Sources : Rapports de la Jordanie au Comité des droits de l'homme (CCPR/C/1/Add.55, et 56 et CCPR/C/46/Add.4; A/46/40, par. 578); informations reçues d'organisations non gouvernementales.

(Deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Kazakhstan :

Le 19 juin 1989, le couvre-feu a été imposé dans la ville de Novy Uzen, dans le district de Guriev. Il a été levé le 24 juillet 1989.

Sources : Informations publiées dans la presse. Le Rapporteur spécial attend des renseignements plus précis du gouvernement.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Kenya :

Selon une source non gouvernementale, un état d'exception prolongé a été en vigueur dans la partie nord-est du pays jusqu'au début de 1992. Le Rapporteur spécial attend des renseignements plus précis du gouvernement, notamment au

sujet de la loi sur la détention actuellement en vigueur, qui revêt un caractère d'exception.

(Cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Kirghizistan* :

Du 7 juin au 21 novembre 1990, l'état d'exception a été en vigueur dans la capitale Frunze (aujourd'hui appelée Bishkek.)

Les 4 et 7 juin 1990, l'état d'exception a été proclamé et le couvre-feu imposé dans la ville d'Osh et dans la région d'Osh. Ils sont encore en vigueur. Ils ont été levés partiellement le 14 septembre 1991. En janvier 1993, un régime spécial d'entrée et de sortie a été institué dans la région d'Osh.

Sources : Renseignements reçus d'une organisation non gouvernementale et publiés dans la presse. Le Rapporteur spécial attend des renseignements plus précis du gouvernement.

(Troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21 et 24; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Koweït :

En février 1991, la loi martiale a été proclamée pour trois mois. Elle a par la suite été prorogée jusqu'au 26 juin 1991.

Sources : Informations reçues d'une organisation non gouvernementale et parues dans la presse. Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Lesotho :

Etat d'exception proclamé le 25 février 1988. Réinstitué le 2 mai 1988. Abrogé début 1990.

Sources : Informations reçues d'une organisation non gouvernementale. Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/Rev.1, par. 18; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Libéria* :

Suspension de certaines garanties constitutionnelles depuis juillet 1990. Couvre-feu en vigueur dans la capitale.

Sources : Informations parues dans la presse.
Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12;
cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Madagascar* : Etat d'urgence décrété le 23 juillet 1991 et ultérieurement prorogé. Couvre-feu en vigueur dans la capitale.

Sources : Informations parues dans la presse.
Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12;
cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Malaisie : Etat d'exception proclamé dans tout le pays le 15 mai 1969. Législation d'exception en vigueur, qui prévoit expressément la détention préventive.

Sources : Informations reçues d'organisations non gouvernementales.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 30, 41 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Malawi : Législation d'exception en vigueur depuis 1965, qui prévoit expressément la détention préventive.

Sources : Renseignements reçus d'une organisation non gouvernementale. Le Rapporteur spécial attend des renseignements plus précis du gouvernement.

(Cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Mali* : Etat d'exception proclamé le 22 mars 1991.

Sources : Informations parues dans la presse.
Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12;
cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Mauritanie : Le couvre-feu a été décrété dans certaines zones rurales du sud. Un état d'exception de facto serait en vigueur dans la vallée du Sénégal. En octobre 1992, le couvre-feu a été imposé dans la capitale.

Sources : Informations parues dans la presse et reçues d'organisations non gouvernementales. Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Myanmar* :

Etat d'exception proclamé à Prome le 22 juillet 1988 et dans la région de Yangon le 3 août 1988. Abrogé le 24 août 1988.

La loi martiale, proclamée le 18 septembre 1988, est toujours en vigueur. A la fin de mai 1990, elle a été levée dans 102 agglomérations.

Le couvre-feu imposé le 10 octobre 1990 a été levé le 10 septembre 1992.

Le 26 septembre 1992, deux ordonnances proclamant la loi martiale, datées des 17 et 18 juillet 1989, ont été rapportées.

Sources : Lettres du gouvernement en date des 29 mai et 24 août 1987, 16 mai et 17 août 1989, 26 janvier, 21 mars, 7 mai et 14 juin 1990, 4 mars 1991, 18 août, 28 septembre, 7 et 19 octobre 1992 et 22 janvier 1993; rapport sur la situation des droits de l'homme au Myanmar établi par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, E/CN.4/1993/37, par. 242 d); informations reçues d'organisations non gouvernementales.

(Deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18, 20 et 28; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21 et 24; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Nicaragua :

Etat d'exception en vigueur avec de brèves interruptions du 15 mars 1982 au 19 janvier 1988 et du 20 octobre au 15 novembre 1988.

Sources : Notifications du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dont les dernières sont datées des 4 février, 21 octobre et 16 novembre 1988.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27 et annexe I; E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1/Add.2, annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 27 et annexe I; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Niger* : Etat d'exception en vigueur dans le nord du pays depuis 1992.

Sources : Informations reçues d'une organisation non gouvernementale. Le Rapporteur spécial attend des renseignements plus précis du gouvernement.

Nigéria : Etat d'urgence proclamé le 31 décembre 1983. En octobre 1991, le couvre-feu de nuit a été proclamé pour une durée indéfinie dans l'Etat de Kano.

Sources : Renseignements reçus d'une organisation non gouvernementale et publiés dans la presse. Le Rapporteur spécial attend des renseignements plus précis du gouvernement.

(Cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Ouganda : L'existence d'un état d'exception de facto a été signalée, particulièrement en rapport avec l'application de la loi sur l'ordre public et la sécurité de 1967.

Sources : Renseignements reçus d'une organisation non gouvernementale. Le Rapporteur spécial attend des renseignements plus précis du gouvernement.

(Cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Ouzbékistan : Le 4 juin 1989, le couvre-feu a été imposé dans plusieurs villes du district de Fergana.

Sources : Renseignements reçus d'une organisation non gouvernementale et parus dans la presse. Dans une lettre datée du 19 mai 1992, qu'il a adressée au Gouvernement ouzbek, le Rapporteur spécial a demandé des renseignements plus détaillés sur les mesures d'exception prises et leurs incidences sur les droits de l'homme.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Pakistan : Loi martiale en vigueur du 5 juillet 1977 au 30 décembre 1985.

Etat d'exception proclamé le 17 août 1988. Abrogé le 1er décembre 1988.

Sources : Lettres du gouvernement dont les dernières sont datées des 24 octobre et 5 décembre 1989.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 22, 30 et 41 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 27; troisième

rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Panama : Etat d'exception proclamé le 10 juin 1987. Abrogé le 29 juin 1987.

Sources : Notifications du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date des 11 et 30 juin 1987.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27 et 39 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 27; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Papouasie-Nouvelle-Guinée : Etat d'exception proclamé le 17 juin 1985. Abrogé le 21 octobre 1985.

Etat d'exception proclamé le 26 juin 1989.
Le 12 janvier 1990, prorogé pour une nouvelle période de deux mois.

Sources : Informations reçues d'organisations non gouvernementales. Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Paraguay : Etat de siège, en vigueur depuis 1954, abrogé le 9 avril 1987.

Sources : Lettres du gouvernement dont la dernière est datée du 27 avril 1987 (reproduite dans le document E/CN.4/Sub.2/1987/18.)

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27, 39 et 40 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 27; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Pérou* : L'état d'exception, qui avait été proclamé pour la première fois en 1981, est actuellement en vigueur dans une très grande partie du territoire; on signale périodiquement qu'il est prorogé dans certaines provinces et certains départements et institué dans d'autres.

Sources : Notifications du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (les dernières sont datées des 15 mars et 20 juin 1991); lettres adressées par le gouvernement au Centre pour les droits de l'homme (les dernières sont datées des 1er et 23 octobre, 4 et 13 novembre 1991, 15, 21, 23 et 27 janvier, 16, 18 et 27 mars, 3 avril et 25 août 1992.)

Le 5 avril 1992 le Président de la République a dissous le Parlement et suspendu temporairement et partiellement la Constitution sur tout le territoire du Pérou.

Sources : Informations parues dans la presse et reçues d'organisations non gouvernementales. Le Rapporteur spécial attend des renseignements écrits plus précis du gouvernement, sur les mesures d'exception prises récemment et leurs incidences sur les droits de l'homme.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27, 39, 43 et annexe I; E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1/Add.1, annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 24 et annexe I; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13, 33 et 34.)

Philippines* :

Un état d'exception de facto de quelques jours seulement a été proclamé en février 1986 durant la révolution et lors de la tentative de coup d'Etat du 28 août 1987.

Etat d'exception proclamé sur tout le territoire le 6 décembre 1989. Abrogé le 7 juin 1990.

Sources : Lettres du gouvernement en date des 10 décembre 1987, 2 avril 1991 et 21 septembre 1992.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 22; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13, 37 et 38.)

République arabe syrienne* :

Etat d'exception proclamé le 8 mars 1963. Toujours en vigueur.

Sources : Informations reçues d'organisations non gouvernementales. Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 30 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

République de
Moldova* :

Du 26 octobre au 6 décembre 1990 l'état d'exception était en vigueur dans plusieurs districts du sud.

Le 16 mars 1992 un régime de "situation spéciale" a été proclamé sur la rive gauche du Dniestr. Il a été abrogé en septembre 1992.

Sources : Renseignements reçus d'organisations non gouvernementales et publiés dans la presse.

Le 28 mars 1992, l'état d'exception a été proclamé sur tout le territoire de la République. Il a été abrogé le 19 août 1992.

Sources : Lettre du gouvernement en date du 25 juin 1992, reçue en réponse à la demande de renseignements adressée par le Rapporteur spécial.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Royaume-Uni de
Grande-Bretagne
et d'Irlande
du Nord* :

Depuis 1974, l'état d'exception existe pour tout ce qui a trait aux affaires de l'Irlande du Nord.

Sources : Notifications du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date des 23 décembre 1988 et 23 mars 1989; communication du gouvernement reçue par le Secrétaire général le 18 décembre 1989; rapports au Comité des droits de l'homme (les plus récents : CCPR/C/58/Add.6, par. 57 à 60; CCPR/C/58/Add.12, par. 18.)

(Deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Rwanda* :

Etat de siège proclamé en octobre 1990.

Sources : Déclaration du Ministre de la justice du Rwanda en date du 17 janvier 1991; informations reçues d'organisations non gouvernementales et parues dans la presse. Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Sénégal :

Etat d'exception en vigueur du 29 février au 20 mai 1988 et du 28 avril au 19 mai 1989.

Sources : Lettres du gouvernement en date des 20 septembre 1988, 15 janvier 1990 et 17 mars 1993.

(Deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 28; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 24; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Sierra Leone* : Etat d'exception proclamé le 2 novembre 1987. Prorogé le 8 mars 1988.

Le 30 avril 1992, l'état d'exception a été déclaré et le couvre-feu imposé.

Sources : Informations reçues d'organisations non gouvernementales et parues dans la presse. Dans une lettre datée du 19 mai 1992, adressée au Gouvernement de la Sierra Leone, le Rapporteur spécial a demandé des renseignements plus détaillés sur les mesures d'exception prises et leurs incidences sur les droits de l'homme.

(Deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13 et 25.)

Singapour : Législation d'exception actuellement en vigueur qui prévoit expressément la détention préventive.

Sources : Lettre du gouvernement datée du 18 août 1989; informations reçues d'organisations non gouvernementales.

(Deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Somalie* : Règlements d'exception en vigueur dans les zones où se déroule un conflit armé.

Sources : Informations reçues d'organisations non gouvernementales. Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Soudan* : Proclamé le 6 avril 1985, le 25 juillet 1987 et le 30 juin 1989, l'état d'exception est toujours en vigueur.

Sources : Notification du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en date du 13 février 1991; rapport du Soudan au Comité des droits de l'homme daté du 15 février 1991 (CCPR/C/45/Add.3); informations reçues d'organisations non gouvernementales.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 30 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Sri Lanka* :

Etat d'exception proclamé le 18 mai 1983. Abrogé le 11 janvier 1989.

Etat d'exception proclamé le 20 juin 1989. Toujours en vigueur.

Sources : Notifications du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date des 21 et 23 mai 1984 et des 13 janvier et 18 août 1989; lettre du gouvernement en date du 11 avril 1991; rapports du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (E/CN.4/1992/18/Add.1, par. 60 à 72 et 195; E/CN.4/1993/25/Add.1, par. 16 et 146 a).)

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27, 41 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 24; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Suriname :

Etat d'exception en vigueur d'août 1980 au 25 février 1986. Proclamé dans la partie orientale du pays le 1er décembre 1986. Abrogé le 1er septembre 1989.

Sources : Lettres du gouvernement en date du 5 décembre 1986 (publiées sous la cote A/41/958) et des 13 mars et 24 juin 1991; informations reçues d'organisations non gouvernementales.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27, 40 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 22; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Tadjikistan* :

En juillet 1989 un couvre-feu a été déclaré dans la région d'Isfara.

Le 12 février 1990, un état d'exception a été proclamé dans la capitale, Douchambé. Il a été levé le 29 janvier 1991.

Le 23 septembre 1991, l'état d'exception a été proclamé dans toute la République. Il a été levé le 30 septembre 1991.

Sources : Notification du Gouvernement de l'URSS au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date du 23 mars 1990; renseignements reçus d'organisations non gouvernementales et parus dans la presse.

L'état d'exception a été proclamé et le couvre-feu imposé le 5 mai 1992. Ils ont été levés le 7 mai 1992.

En septembre 1992, l'état d'exception a été proclamé dans plusieurs districts et villes des provinces de Kourgan-Tyube et Kouliab.

Le 23 octobre 1992, l'état d'exception et le couvre-feu ont été décrétés dans la capitale Douchambé.

Le 7 janvier 1993, l'état d'exception a été à nouveau proclamé et le couvre-feu imposé à Douchambé, pour un mois.

Sources : Informations parues dans la presse. Dans deux lettres datées des 19 mai et 28 octobre 1992, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement du Tadjikistan de lui fournir des renseignements concernant les mesures d'exception prises et leurs incidences sur les droits de l'homme.

(Troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Tchad :

Aucun état d'exception n'a été officiellement proclamé depuis le 1er janvier 1985. Cependant, un décret daté du 7 avril 1988 a limité pendant une semaine l'exercice de certains droits de l'homme et de certaines libertés fondamentales.

Sources : Lettres du gouvernement en date du 20 juillet 1988 et du 5 février 1991.

(Deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18 et 25; quatrième rapport,

E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Thaïlande :

Loi martiale décrétée le 23 février 1991. Abrogée le 3 mai 1991.

Le 18 mai 1992, l'état d'exception a été proclamé à Bangkok et dans les provinces environnantes. Il a été abrogé le 26 mai 1992.

Sources : Déclaration de l'observateur de la Thaïlande devant la Sous-Commission à sa quarante-troisième session, le 22 août 1991. Lettre du gouvernement datée du 22 juillet 1992, reçue en réponse à la demande d'information adressée par le Rapporteur spécial le 19 mai 1992; informations parues dans la presse.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13 et 25.)

Togo :

En avril et en novembre 1991, le couvre-feu a été décrété à Lomé, capitale de la République.

Sources : Informations parues dans la presse. Le Rapporteur spécial attend de plus amples renseignements du gouvernement.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Trinité-et-Tobago : Etat d'exception proclamé le 28 juillet 1990 pour une durée de 90 jours et prorogé par la suite. Il est resté en vigueur jusqu'au 9 décembre 1990.

Sources : Notification du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies datée du 15 août 1990; lettre du gouvernement en date du 12 mars 1993.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Turquie* :

Instaurée le 26 décembre 1978 dans 13 provinces, la loi martiale a été décrétée sur l'ensemble du territoire le 12 septembre 1980. Au 1er janvier 1985, elle était en vigueur dans 34 provinces. Le 19 juillet 1987, elle a été levée dans tout le pays. De 1985 à 1987, elle a été remplacée dans certaines provinces par l'état d'exception qui est actuellement en vigueur dans 10 provinces du sud-est de l'Anatolie.

Sources : Lettres du gouvernement en date des 9 juin 1987, 19 juillet 1988 et 15 février 1991; informations reçues d'organisations non gouvernementales.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 27, 39, 43 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18; troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Venezuela :

Mesures d'exception et suspension de certaines garanties constitutionnelles décrétées le 28 février 1989.

Le 22 mars 1989, toutes les garanties constitutionnelles ont été rétablies.

Sources : Notifications du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date des 17 et 31 mars 1989; lettres du gouvernement en date des 3 et 18 avril 1989 et 7 décembre 1990.

Le 4 février 1992 certaines garanties constitutionnelles ont été suspendues. Le 13 février 1992 le rétablissement partiel de certaines garanties précédemment suspendues a été décrété. Par un décret daté du 9 avril 1992, le Président de la République a rétabli toutes les garanties constitutionnelles.

Sources : Notifications du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, datées des 4 et 21 février et du 24 avril 1992; lettre du gouvernement datée du 11 février 1992.

Le 27 novembre 1992, la suspension de certaines garanties constitutionnelles a été décrétée. Par des décrets datés des 1er et 22 décembre 1992 et du 16 janvier 1993, toutes les garanties constitutionnelles ont été rétablies.

Du 16 au 25 janvier 1993, certaines garanties constitutionnelles ont été à nouveau suspendues dans certaines parties du territoire national.

Sources : Lettre du gouvernement en date du 1er avril 1993; renseignements reçus d'organisations non gouvernementales.

(Troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21 et 24; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13 et 15.)

Yugoslavie* :

Le 28 mars 1989, des mesures spéciales, notamment la suspension des libertés de réunion et de circulation, ont été introduites dans la province du Kosovo. Le 18 avril 1990, toutes les mesures d'exception ont été levées sur le territoire de la province.

Sources : Notifications du gouvernement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en date des 14 avril 1989, 29 mai 1989, 19 mars 1990 et 24 avril 1990.

Le 18 octobre 1991, l'"existence d'une menace immédiate de guerre" a été établie par la décision de la présidence de la République fédérative socialiste de Yougoslavie dans tout le territoire du pays.

Sources : Lettres du gouvernement datées des 18 et 21 février 1992.

A part la Slovénie, les nouveaux Etats de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, qui faisaient partie de l'ancienne Yougoslavie, se sont trouvés dans une situation d'exception de facto au moment de leur transition vers l'indépendance.

(Troisième rapport, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2, par. 21 et 24; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Zaïre :

Dans une lettre datée du 28 octobre 1991, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement zaïrois de plus amples renseignements sur les mesures d'exception prises à la suite des émeutes qui ont eu lieu en septembre dans le pays et leurs incidences sur les droits de l'homme.

Une source non gouvernementale a par la suite informé le Rapporteur spécial que ces mesures ne constituaient pas un état d'exception et étaient de très courte durée. Le Rapporteur spécial attend donc des renseignements plus précis du Gouvernement zaïrois.

(Quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

Zambie* :

Etat d'exception proclamé le 27 juillet 1964. Levé en 1991.

Sources : Renseignements reçus d'une organisation non gouvernementale et publiés dans la presse. Le Rapporteur spécial attend des renseignements plus précis du Gouvernement zambien en réponse à sa lettre datée du 17 juin 1993.

Zimbabwe : L'état d'exception, en vigueur depuis novembre 1965, a été levé le 25 juillet 1990.

Sources : Lettres du gouvernement en date des 23 mars et 12 juillet 1988; informations reçues d'organisations non gouvernementales.

(Premier rapport, E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1, par. 30 et annexe I; deuxième rapport, E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1, par. 18, 26 et 35 et annexe I; quatrième rapport, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12; cinquième rapport, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1, par. 13.)

16. Le Rapporteur spécial, conscient qu'un état d'exception pourrait être en vigueur dans d'autres pays sans que ce fait ait été porté à sa connaissance, compte sur la coopération des Etats et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour pouvoir appliquer au mieux la procédure de vérification des informations. Il espère être ainsi à même, dans un proche avenir, de dresser un tableau complet de la situation mondiale.

II. OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES

17. Dans les communications que le Rapporteur spécial a reçues des gouvernements et des organisations internationales en réponse à sa plus récente demande de renseignements (voir annexe I), ainsi que dans les diverses déclarations faites pendant les dernières sessions de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission, un certain nombre de commentaires et de propositions ont été formulés à propos du mandat du Rapporteur spécial et de la méthode de travail qu'il applique. Selon le Rapporteur spécial, certaines de ces propositions méritent d'être portées à l'attention de la Sous-Commission, qui voudra peut-être les prendre en considération lorsqu'elle élaborera ses nouvelles directives concernant le présent mandat.

18. A ce sujet, le Rapporteur spécial souhaite se référer en particulier aux propositions suivantes :

a) Dans les prochains rapports, les renseignements donnés sur les pays qui ont proclamé ou abrogé un état d'exception ne devraient porter que sur ce qui s'est passé au cours des deux ou trois dernières années écoulées. L'objectif est de permettre au lecteur de voir facilement s'il y a eu des progrès ou des reculs dans ce domaine d'une année sur l'autre;

b) Il faudrait essayer de déterminer dans une partie de l'étude quels sont les droits de l'homme qui risquent le plus fréquemment d'être affectés par la proclamation de l'état d'exception;

c) Probablement dans une étape ultérieure, dans la mesure où les maigres moyens dont dispose le Rapporteur spécial le permettront, il faudrait s'efforcer d'obtenir des renseignements non seulement sur les droits qui peuvent être affectés par la proclamation de l'état d'urgence mais aussi - et surtout - sur ceux qui sont effectivement affectés; ainsi par exemple, il faudrait s'efforcer d'obtenir des informations sur le nombre de détenus ou de personnes expulsées du pays, de personnes condamnées à des peines supérieures à celles qui sont en vigueur en période normale ou condamnées pour des délits qui ne peuvent être commis qu'en période d'exception et sur l'ampleur de la législation adoptée dans l'exercice de pouvoirs spéciaux, etc.

d) Dans les rapports ultérieurs, le Rapporteur spécial devrait informer la Sous-Commission des dispositions existant dans la législation nationale au sujet des organes compétents et des procédures à suivre pour proclamer l'état d'exception;

e) Le Rapporteur spécial devrait suivre de près l'application de la résolution 1992/35 de la Commission des droits de l'homme qui invitait tous les Etats à instituer l'habeas corpus ou une procédure similaire et à maintenir le droit de bénéficier d'une telle procédure en tout temps et en toutes circonstances, y compris en cas d'état d'urgence, et devrait faire rapport à ce sujet;

f) Le Rapporteur spécial devrait perfectionner le système de communications d'urgence et continuer à donner tant aux gouvernements qu'aux organisations non gouvernementales la possibilité de faire des observations sur les renseignements fournis par les autres parties, et il devrait faire figurer tous les détails dans ses rapports annuels;

g) Dans les futurs rapports sur les états d'exception, il ne faudrait pas seulement dresser une liste des pays où l'état d'exception a été proclamé, mais aussi analyser ce qui s'est passé en ce qui concerne les droits de l'homme dans ces pays, indiquer si ces droits ont été rétablis et, dans l'affirmative, préciser dans quelle mesure ils l'ont été;

h) Enfin, il a été proposé d'établir dans le cadre du Centre pour les droits de l'homme à Genève un mécanisme des Nations Unies qui serait doté des pouvoirs de supervision nécessaires pour contrôler la légitimité de la proclamation de l'état d'exception dans les pays concernés.

19. Le Rapporteur spécial a pris note avec intérêt et appréciation d'une nouvelle pratique suivie dans le cadre des travaux du Comité des droits de l'homme. A sa quarantième session, tenue en 1990, après un échange de vues entre ses membres au sujet de ses méthodes de travail en ce qui concerne les états d'exception proclamés dans les conditions prévues au paragraphe 3 de l'article 4 du Pacte, le Comité a prié le secrétariat de lui fournir à chacune de ses sessions une liste à jour indiquant tout état d'exception qui aurait été notifié au Secrétaire général depuis sa session précédente (A/46/40, par. 15). Le Rapporteur spécial a été informé que cette pratique a été suivie à toutes les sessions ultérieures du Comité des droits de l'homme.

20. Le Rapporteur spécial a aussi noté qu'à sa quarante-septième session, tenue en mars-avril 1993, le Comité des droits de l'homme a modifié l'article 66 de son règlement intérieur en y ajoutant un nouveau paragraphe disposant qu'en cas de situation exceptionnelle, lorsque le Comité n'est pas en session, une demande de présentation d'un rapport en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 40 du Pacte peut être faite par l'intermédiaire du président, agissant en consultation avec les membres du Comité.

III. ETATS D'EXCEPTION DE FAIT

Haïti

21. Tant la Commission des droits de l'homme que la Sous-Commission ont demandé à plusieurs reprises au Rapporteur spécial d'examiner en profondeur les situations de crise dans lesquelles les gouvernements adoptent des mesures d'exception sans qu'un état d'exception officiellement proclamé ne soit en vigueur. Selon ces directives, l'étude devrait être axée tout particulièrement sur les effets négatifs que ce type de pratique a sur l'ensemble des droits de l'homme et sur les libertés fondamentales en général.

22. Dans ses rapports précédents, le Rapporteur spécial a déjà eu l'occasion d'appeler l'attention de ces deux instances sur les conséquences néfastes que ces irrégularités ont à la fois sur l'ordre institutionnel des Etats et sur l'exercice des libertés publiques et privées, et tout particulièrement sur l'application du principe de primauté du droit. Effectivement, ce type d'irrégularité ou d'anomalie est observé avec une fréquence alarmante et résulte du non-respect d'une règle essentielle touchant les états d'exception, qui veut qu'ils soient proclamés officiellement, par le biais d'un acte public dont l'objectif est de porter à la connaissance de la population les raisons qui les motivent et les droits ou garanties dont ils entraînent la suspension. En outre, cette formalité fonctionne comme un véritable mécanisme de contrôle institutionnel dans la mesure où toutes les législations nationales déterminent avec précision l'organe habilité pour cela.

23. Dans la pratique, les états d'exception de fait peuvent découler de deux irrégularités distinctes, même si elles conduisent toutes deux à un même résultat : a) l'adoption de mesures d'exception sans que l'état d'exception ait été préalablement proclamé ou b) le maintien en vigueur de mesures d'exception après la levée officielle de l'état d'exception. Dans un cas comme dans l'autre les conséquences juridiques sont similaires, parce qu'il s'agit d'une violation du principe de légalité due au fait qu'une des principales conditions, la proclamation, n'est pas remplie.

24. On se souvient que dans le cas de Chypre la Commission européenne des droits de l'homme a déjà mis en évidence la nécessité de respecter cette exigence de forme en tant que condition préalable pour exercer le droit à dérogation qu'autorise la Convention européenne des droits de l'homme en cas d'état d'exception. De même, le Comité des droits de l'homme, chargé de superviser l'application du Pacte relatif aux droits civils et politiques, a souligné à plusieurs reprises la valeur juridique de ce principe. Il l'a notamment fait lors de l'examen des rapports initiaux présentés par la Colombie et le Suriname. Dans ce dernier cas, devant les questions posées avec insistance par les experts à propos du fait que cette condition n'avait manifestement pas été remplie, le représentant du Gouvernement surinamais a été obligé de reconnaître qu'effectivement, lors des événements de 1980, à l'occasion desquels a eu lieu un coup d'Etat, tout le pays se trouvait soumis à un état d'exception de fait, parce que l'on avait adopté des mesures d'exception sans que l'état de siège n'ait été officiellement proclamé.

25. Cependant, au-delà des règles strictement juridiques ou institutionnelles, ce qu'il importe de souligner à cette occasion, c'est le processus de détérioration que ce type d'irrégularités ou d'anomalies engendre inévitablement. La situation en Haïti en est un clair exemple, et c'est pour cette raison que le Rapporteur spécial a jugé bon d'examiner en détail les multiples violations des droits de l'homme qui sont commises dans ce pays. L'objet de cette étude n'est autre que de donner suite à la demande de la Commission et de la Sous-Commission et d'illustrer avec cet exemple la forte détérioration qu'engendrent ce que l'on appelle les "états d'exception de fait".

A. Cadre juridique de référence

26. Suivant le modèle de la Constitution française et d'autres constitutions latino-américaines, la Constitution nationale haïtienne du 28 mars 1987 prévoit une protection adéquate des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les articles 278, 278.1, 278.2 et 278.3 régissent l'état de siège. Le premier dispose qu'"Aucune place, aucune partie du territoire ne peut être déclarée en état de siège, [sauf en] cas de guerre civile ou d'invasion de la part d'une force étrangère".

Le deuxième dispose que "L'acte du Président de la République, déclaratif d'état de siège, doit être contresigné par le Premier Ministre, pour tous les Ministres, et porter convocation immédiate de l'Assemblée nationale appelée à se prononcer sur l'opportunité de la mesure".

L'article 278.2 dispose que : "L'Assemblée nationale arrête avec le pouvoir exécutif les garanties constitutionnelles qui peuvent être suspendues dans les parties du territoire mises en état de siège".

Enfin, l'article 278.-3 dispose que : "L'état de siège devient caduc s'il n'est pas renouvelé tous les 15 jours après son entrée en vigueur par un vote de l'Assemblée nationale".

27. En outre, Haïti a ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention américaine relative aux droits de l'homme, de sorte qu'on peut lui opposer les articles 4 et 27, qui régissent les états d'exception en définissant les principes et garanties que tout Etat partie doit respecter (voir par. 47 ci-après). La Constitution elle-même dispose que les instruments internationaux dûment ratifiés deviennent automatiquement partie intégrante du droit interne et prévalent sur la législation nationale. En outre, selon l'article 19 de la Constitution, la Déclaration universelle des droits de l'homme fait partie intégrante de ladite Constitution.

B. Violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme

28. Après le coup d'Etat du 29 septembre 1991, lors duquel les forces armées haïtiennes ont renversé le Président constitutionnel, le père Jean Bertrand Aristide, d'innombrables restrictions et limitations affectant

les droits de l'homme ont été imposées par les autorités de fait sans que l'état de siège ait été officiellement proclamé.

29. En effet, ainsi que l'indique le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, M. Marco Tulio Bruni Celli, dans son dernier rapport (E/CN.4/1993/47), depuis le coup d'Etat de septembre 1991, Haïti est en proie à la répression et à la violence. Les actes de brutalité de l'armée et de ses collaborateurs civils - harcèlements, intimidation, agressions, arrestations arbitraires, exécutions sommaires et tortures - seraient quotidiens et se seraient intensifiés à la mi-mai 1992 en réaction aux manifestations populaires.

30. Des détails sont fournis ci-après sur quelques-unes desdites violations en utilisant notamment comme sources le rapport susmentionné du Rapporteur spécial de la Commission, le dernier rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (OEA/Ser/L/V/II.83. Doc.18) et les observations présentées aux autorités militaires par les membres de la Mission civile internationale Organisation des Etats américains/Organisation des Nations Unies qui se trouve en Haïti.

1. Violation du droit à la vie, à la liberté
et à la sécurité de la personne

31. Selon les renseignements recueillis par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, depuis février 1992 les exécutions sommaires se poursuivent en Haïti, avec une forte recrudescence à la mi-mai à la suite des manifestations populaires, qui ont suscité une intensification de la répression, surtout à l'encontre des étudiants et des habitants des quartiers pauvres. Selon des témoignages dignes de foi, le nombre des personnes tuées depuis le coup d'Etat perpétré par les forces armées haïtiennes en septembre 1991, y compris les militaires, les policiers et les civils qui les soutiennent, atteindrait au moins un millier et probablement bien davantage. Une source a fourni des preuves sur 1 021 exécutions extrajudiciaires commises entre octobre 1991 et août 1992 et des indications permettant d'en estimer le nombre réel à 3 000.

2. Violation du droit à la protection contre l'arrestation
et la détention arbitraires

32. Les groupes des droits de l'homme qui opèrent en Haïti ont enregistré 5 096 cas de détentions illégales d'octobre 1991 à novembre 1992 : 34 % de ces détentions ont eu lieu à Port-au-Prince, 14,30 % dans le département de l'Artibonite, 13,35 % dans le département du Nord, 12,79 % dans la région du plateau central et 3,02 % dans le département du Sud. Le reste est réparti entre les autres régions du pays.

33. En ce qui concerne les violations du droit à la liberté, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a continué de recevoir de nombreuses plaintes de personnes qui ont été détenues arbitrairement par des membres des services de sécurité. Dans la majorité des cas, les détenus ont été appréhendés sans mandat judiciaire et en dehors des heures prévues par la loi.

Les détenus demeurent en prison pendant des jours et quelquefois même pendant des mois, sans être traduits devant un tribunal, en violation du délai de 48 heures imparti par la Constitution. Parfois, les victimes sont libérées sans que des charges aient été formulées à leur encontre.

3. Violation du droit à la protection contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

34. Torture et brutalités sont couramment pratiquées en Haïti par les militaires, les chefs de section et leurs collaborateurs civils. On signale que les détenus sont régulièrement frappés lors de leur arrestation et quotidiennement dans les centres de détention. Les forces de sécurité frappent aussi, dit-on, lorsqu'elles interviennent dans les manifestations ou qu'elles font des descentes dans les quartiers pauvres. Les coups donnés simultanément sur les deux côtés de la tête, violemment sur le dos et le postérieur seraient des sévices courants. Les partisans notoires ou soupçonnés du président Aristide ainsi que les défenseurs des droits de l'homme sont particulièrement menacés. Nombre des personnes torturées n'auraient pas pu recevoir de soins médicaux et certaines seraient mortes des suites des sévices qu'elles auraient endurés.

35. Dans bon nombre des cas d'arrestations arbitraires évoqués par le Rapporteur spécial de la Commission, les intéressés auraient été maltraités ou torturés. D'après une organisation, au 1er décembre 1992, les cas de 2 000 personnes blessées par des armes à feu ou victimes de matraquages seraient attestés; ne sont pas comptées dans ce chiffre les personnes qui ont été frappées au moment de leur arrestation puis torturées durant leur détention.

4. Violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression

36. Toujours selon l'information recueillie par le Rapporteur spécial de la Commission en Haïti, il est gravement porté atteinte au droit à la liberté d'opinion et d'expression depuis septembre 1991. Les journalistes de la presse écrite et parlée, ainsi que les membres et dirigeants des mouvements populaires, auraient fait l'objet de menaces et d'actes d'intimidation, ou dans certains cas, reçu l'ordre de s'abstenir de s'exprimer librement. D'après une autre source, la liberté d'expression en Haïti fait actuellement l'objet de la répression la plus sévère depuis l'époque de Duvalier. A tous les niveaux de la société, la communication d'informations et l'expression d'opinions sont devenues des activités risquées, mettant en danger la vie de l'orateur autant que des auditeurs. Selon des informations dignes de foi, entre septembre 1991 et septembre 1992, 4 journalistes auraient été tués, un serait disparu, présumé mort, et au moins 30 auraient été arrêtés. Neuf stations de radio auraient été attaquées et saccagées et six demeureraient fermées. Vingt-quatre journalistes auraient été forcés de quitter le pays et bien davantage seraient dans la clandestinité.

37. La Commission interaméricaine des droits de l'homme a continué de recevoir des plaintes relatives aux restrictions qui sont apportées

à l'exercice de ce droit et à la répression exercée à l'encontre des journalistes et des stations de radiodiffusion, dont plusieurs ont cessé leurs émissions. Quelques stations de radio ont été fermées par les militaires et d'autres ont préféré suspendre leurs émissions, parce qu'elles craignaient pour la sécurité de leur personnel. Dans les zones rurales, les chefs de section ont arrêté arbitrairement tous ceux qui ont essayé de diffuser des nouvelles sur la répression qui règne en Haïti. Tous ceux qui ont continué à travailler clandestinement le font au péril de leur vie.

5. Violation du droit à la liberté de réunion et d'association

38. Selon la Commission interaméricaine et d'autres sources, les militaires ont prohibé la tenue de réunions tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Les réunions pacifiques d'organisations populaires, de paysans, d'étudiants et de religieux ont été interrompues violemment et leurs participants ont été arrêtés et frappés. Les locaux de ces organisations ont été incendiés et leurs biens saccagés. De nombreux membres de ces organisations se sont enfuis dans d'autres villes et quelques-uns ont abandonné le pays.

39. Dans le nord-est, les groupes de paysans ont dû cesser de se réunir. Les militaires ont déclaré que "les paysans n'ont aucun rôle dans la politique, par conséquent ils n'ont pas à se réunir". A la fin de l'année 1991, les autorités militaires ont informé les résidents des collectivités locales qu'ils devaient aviser, trois jours au moins avant toute réunion, la caserne la plus proche de la localité, et qu'en outre un soldat devrait être présent pendant tout rassemblement. En application de cette politique, les 28 et 29 avril 1992, les soldats de la localité Desarmes dans l'Artibonite mirent un grand nombre d'habitants en une sorte de résidence surveillée, parce que le commandant de la zone n'avait pas été avisé au préalable de la tenue d'une réunion. Dans une autre collectivité, l'armée a donné la mort à trois membres de la coopérative agricole des paysans et a détruit le local des réunions.

40. Plus récemment, la Mission civile internationale OEA/ONU déployée en Haïti, dont le mandat est de veiller au respect des droits de l'homme, a exprimé au commandant en chef des Forces armées d'Haïti sa profonde préoccupation à propos des nombreuses et graves violations qu'elle a eu à connaître et qui ont nécessité son intervention en divers lieux du pays. Les plus graves violations des droits de l'homme observées par la Mission consistent en des détentions arbitraires, des bastonnades systématiques et des tortures perpétrées et infligées par des membres des forces armées et des personnes qui leur sont liées. La Mission a aussi reçu des informations concernant des cas de décès suite à des tortures infligées en période de détention. Ces atteintes à l'intégrité et à la sécurité de la personne visent pour la plupart à restreindre, entraver ou interdire la liberté d'opinion et d'expression, de réunion et d'association pacifique, comme il apparaît dans les cas qu'elle présente, qui furent parmi les plus graves et les plus significatifs, mais ne donnent qu'une idée malheureusement incomplète de la multiplicité et de l'étendue des violations.

6. Violations des droits économiques, sociaux et culturels

41. Haïti est le pays le plus pauvre de toute l'Amérique latine et figure parmi les 20 pays les plus pauvres de la planète. La violente rupture de l'ordre institutionnel et la répression qui l'a accompagnée n'ont pas seulement entraîné la suppression pure et simple de la majorité des droits civils et politiques, mais aussi une profonde détérioration sur le plan des droits économiques, sociaux et culturels, dont la précarité a ainsi été encore fortement aggravée.

42. Conformément à la constatation faite par le Rapporteur spécial de la Commission, l'armée serait intervenue systématiquement contre les petits organismes d'auto-assistance qui encouragent les projets agricoles, l'alphabétisation ou l'amélioration des quartiers. Les animateurs laïcs et religieux, les étudiants, les membres et responsables d'organisations communautaires, les travailleurs étrangers et quiconque soupçonné de faire partie de groupes favorables au père Aristide auraient été les victimes de la répression, et nombre d'entre eux auraient été forcés de se cacher ou auraient quitté le pays, craignant pour leur sécurité. Un étranger travaillant pour un organisme d'assistance aurait été arrêté simplement pour avoir organisé une réunion du personnel et d'autres pour avoir rencontré des membres de coopératives agricoles.

43. A la fin de 1992 ont été communiqués au même Rapporteur spécial des renseignements faisant état de persécutions violentes à l'égard des enfants des rues. D'après ces renseignements, le nombre des enfants qui vivent dans les rues des villes haïtiennes s'accroît par suite de la répression dirigée contre leurs familles ainsi que de l'augmentation de la pauvreté et des déplacements internes de population. Les abris mis en place par des associations à l'intention des enfants seraient systématiquement attaqués par les militaires.

44. Selon des informations recueillies par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), aussi bien dans la capitale du pays qu'en province, la population est victime de la corruption exercée par les autorités de facto et des extorsions pratiquées par les militaires à l'encontre des civils, qui sont contraints, sous la menace, de leur verser des sommes importantes pour éviter d'être détenus ou pour s'épargner de mauvais traitements, ou simplement pour améliorer les conditions auxquelles ils sont assujettis dans les centres de détention, et quelquefois même pour récupérer leur liberté. La corruption qui existe dans l'administration de la justice a empêché les victimes de ces abus de faire valoir leurs garanties judiciaires.

45. D'autre part, le climat de crainte et d'insécurité qui existe en Haïti a porté une grande partie de la population à se déplacer et à chercher refuge en province, l'obligeant ainsi à abandonner son foyer et à se cacher en permanence. Dans son rapport précédent, la CIDH a signalé qu'environ 300 000 personnes avaient été affectées par ce déplacement massif. Dans d'autres cas, un grand nombre d'Haïtiens ont été forcés de s'enfuir du pays à bord d'embarcations dangereuses pour demander l'asile aux Etats-Unis.

IV. LES FONCTIONS DU PARLEMENT PENDANT UN ETAT D'EXCEPTION

A. Rapport introductif présenté par M. Leandro Despouy au Symposium interparlementaire "Le parlement : gardien des droits de l'homme", Budapest, 19-22 mai 1993

46. Tous les systèmes juridiques prévoient la prise de mesures particulières pour faire face à des situations exceptionnelles. Toutefois, toute dérogation ou restriction de droits requise pour affronter la crise ne peut être que temporaire et ne peut avoir pour finalité que le rétablissement de la normalité et la préservation des droits les plus fondamentaux. C'est la raison pour laquelle la plupart des systèmes juridiques et les principaux instruments internationaux des droits de l'homme établissent une série de conditions et d'exigences qui fixent des limites au pouvoir et opèrent comme une garantie pour la préservation des droits de l'homme pendant une situation de crise.

47. Les principes internationaux qui se sont dégagés en matière d'état d'exception sont, en résumé, les suivants :

- i) Le principe de légalité, qui concerne la concordance devant exister entre la déclaration de l'état d'exception et les mesures d'exception prises, d'une part, et entre la déclaration de l'état d'exception et la législation interne du pays, d'autre part; ce principe vise en outre la nécessaire conformité du droit interne avec le droit international;
- ii) Le principe de proclamation, qui fait référence à la nécessité d'annoncer publiquement la déclaration de l'état d'exception;
- iii) Le principe de communication, qui se réfère à l'obligation d'informer dûment les autres Etats parties au texte conventionnel pertinent, par l'entremise des dépositaires dudit instrument, ainsi que le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme durant les états d'exception;
- iv) Le principe de temporalité, qui se réfère à la nature exceptionnelle de la déclaration de l'état d'exception et à sa durée nécessairement limitée dans le temps 2/;
- v) Le principe de menace exceptionnelle, qui exige que la crise représente un danger réel, actuel ou au moins imminent, pour la communauté 2/;
- vi) Le principe de proportionnalité, qui se réfère à la nécessaire relation de proportionnalité devant exister entre la gravité de la crise et les mesures prises pour la conjurer;
- vii) Le principe d'intangibilité, qui concerne certains droits fondamentaux auxquels il ne peut être dérogé.

48. Il est particulièrement important que le parlement, gardien des droits de l'homme, ne soit pas la première victime de la déclaration d'un état d'exception, soit sous la forme d'une dissolution pure et simple ou d'une suspension, soit sous celle d'une réduction drastique de ses pouvoirs législatifs et de ses pouvoirs de contrôle de l'exécutif. Il est en outre essentiel que le parlement puisse jouer son rôle aussi bien en ce qui concerne la déclaration et la levée de l'état d'exception qu'en ce qui concerne la détermination des droits faisant l'objet d'une dérogation et les garanties dont celle-ci doit être assortie. Il est de même essentiel que soient préservés les privilèges et immunités nécessaires au parlementaire dans l'exercice de son mandat.

49. En effet, à trois niveaux au moins, le parlement constitue clairement l'un des rouages essentiels de la préservation des droits de l'homme pendant un état d'exception. Le premier niveau est lié à la nature juridique de l'état d'exception en tant qu'institution ordinaire de l'état de droit. Le deuxième niveau dérive de la nécessaire intervention du parlement aussi bien en ce qui concerne la proclamation et la levée de l'état d'exception que pendant la période où celui-ci est en vigueur. Le troisième niveau concerne la préservation des garanties liées à la condition de parlementaire (immunités, etc.) afin que le représentant du peuple puisse accomplir les fonctions qui lui ont été confiées malgré l'existence d'une situation de crise et plus particulièrement pendant celle-ci.

1. Nature juridique de l'état d'exception

50. "Prévoir même l'imprévisibilité" telle est entre autres choses la tâche du législateur, qui a pour mission d'établir à l'avance les normes régissant l'action du pouvoir en situation de crise ainsi que les limites de cette action.

51. Contrairement à une croyance trop répandue, l'état d'exception n'est pas le règne de l'arbitraire. C'est une institution de l'état de droit qui comporte un ensemble de normes destinées à entrer en application seulement lorsque se présente une situation de crise et qui demeurent en quelque sorte en réserve pendant les périodes ordinaires. Aussi, quelle que soit la dimension politique qu'on lui reconnaisse, la nature juridique de l'état d'exception est telle que les actes qui le constituent (proclamation, ratification, etc.) ainsi que les mesures qui sont adoptées lorsqu'il est en vigueur (suspension ou restriction de certains droits, etc.) doivent s'inscrire dans le cadre des principes régissant l'état de droit et sont, de ce fait, susceptibles d'un contrôle. Les précédents et la jurisprudence des divers organismes internationaux de protection des droits de l'homme sont unanimes en la matière.

2. Fonctionnement du parlement

52. Comme on le sait, le principe d'indépendance et d'équilibre des divers pouvoirs de l'Etat (et de ce fait l'existence de mécanismes internes de contrôle) est consubstantiel à l'état de droit. C'est la raison pour laquelle la majorité des systèmes juridiques du monde prévoient l'intervention du

parlement, que ce soit pour la proclamation de l'état d'exception ou pour sa ratification une fois que le pouvoir exécutif l'a décrété.

53. L'objectif est d'éviter que la prise d'une mesure d'une telle gravité, entraînant généralement la suspension ou la restriction de certains droits fondamentaux, ne demeure la compétence exclusive du pouvoir exécutif sans intervention aucune du parlement, alors que, dans la plupart des Etats, c'est ce dernier qui est l'instance la plus directement représentative du peuple ou des peuples qui constitue(nt) la nation. En outre, la non-intervention du parlement dans certaines des phases déjà indiquées a maintes fois donné lieu à un usage abusif et discrétionnaire de l'état d'exception, de sorte qu'au lieu d'être proclamé pour conjurer une crise qui met en danger la vie de la nation, l'état d'exception devient un instrument de répression de l'opposition.

54. Le même critère s'applique en ce qui concerne la levée de l'état d'exception, pour éviter que celui-ci ne soit prolongé plus qu'il n'est strictement nécessaire. Il est essentiel que les parlementaires veillent très attentivement à ce que les mesures adoptées pendant la crise ne continuent pas d'être appliquées postérieurement à l'annonce officielle de la levée de l'état d'exception car on peut aboutir ainsi, de manière indirecte et quelque peu perverse, à un état d'exception de facto.

55. Quant aux mesures adoptées pendant la période d'urgence, il est impératif qu'elles soient conformes à la légalité interne aussi bien qu'aux traités ratifiés par l'Etat ainsi qu'aux principes internationaux signalés au paragraphe 47.

56. A cet égard, le rôle du parlement est décisif en raison non seulement des normes qu'il établit ou approuve pendant la crise, mais également et surtout antérieurement à celle-ci, et encore en raison des normes qu'il établit pour servir de cadre juridique aux divers pouvoirs de l'Etat pour faire face à une crise.

57. Dans la mesure où l'un des thèmes inscrits à l'ordre du jour du Symposium concerne la "mise en oeuvre au niveau national des instruments internationaux des droits de l'homme", j'appelle tout particulièrement l'attention des participants sur l'importance capitale que revêt, tout spécialement en matière d'exception, une stricte concordance entre la norme interne et la norme internationale, cela notamment dans la mesure où la pratique montre que c'est dans les situations exceptionnelles que l'on constate les plus graves violations des droits de l'homme.

58. En tant que Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme durant les états d'exception, j'ai cru opportun de signaler à plusieurs reprises aux gouvernements l'existence de discordances plus ou moins graves entre la norme interne et la norme internationale, et j'ai pu constater en outre l'incidence néfaste que de telles discordances ont sur la jouissance effective de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les situations d'urgence.

59. Par l'entremise des services consultatifs du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, certains gouvernements ont parfois sollicité ma coopération pour apporter des réformes à leur législation interne en la matière. Les résultats obtenus ont été encourageants et l'Union interparlementaire, au sein de laquelle la plupart des parlements du monde sont représentés, pourrait à cet égard servir de trait d'union, de lieu de rencontres ou d'échanges et même de cadre de conseil dans le contexte de son programme d'assistance technique aux parlements.

3. Rang de la norme juridique relative à l'état d'exception

60. L'expérience indique qu'il est hautement souhaitable que les dispositions régissant l'état d'exception aient le rang de normes constitutionnelles. De la sorte, cette institution demeure à l'abri de possibles réformes législatives circonstanciées qui, dans la majorité des cas, répondent plus aux passions engendrées par la crise qu'aux nécessités réelles provoquées par l'urgence.

61. Il va en outre de soi qu'il est de la plus haute importance qu'existent des normes, ayant également le rang de normes constitutionnelles, qui interdisent la dissolution et même la suspension du parlement pendant un état d'exception. La majorité des législations le prévoient de manière expresse, tandis que d'autres le prévoient de manière indirecte en disposant qu'"aucune autorité ne peut assumer des fonctions législatives au motif de l'existence d'un état d'exception". Ce à quoi visent en fait de telles dispositions c'est d'empêcher que, dans des circonstances exceptionnelles, le pouvoir exécutif n'usurpe le rôle du pouvoir législatif.

62. A cet égard, il est opportun de rappeler, par exemple, que la Cour interaméricaine des droits de l'homme a établi, dans son Opinion consultative No OC-6/86 du 9 mai 1986, que les restrictions aux droits qu'autorise la Convention américaine des droits de l'homme ne peuvent être décidées qu'aux termes d'"une loi adoptée par des instances élues démocratiquement et ayant une légitimité constitutionnelle, et tenue au bien commun", soit selon une norme élaborée par le parlement ou approuvée par celui-ci.

4. Préservation des garanties, privilèges et immunités parlementaires

63. Le Conseil interparlementaire et son Comité des droits de l'homme des parlementaires ont signalé à plusieurs reprises que la protection des droits des parlementaires est la condition préalable nécessaire pour leur permettre de défendre et de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans leurs pays respectifs et, en outre, que le caractère de représentativité d'un parlement dépend étroitement du respect des droits de l'homme des parlementaires qui le composent.

64. Si nous reconnaissons que l'une des caractéristiques les plus importantes du parlementaire est son rôle de gardien des droits de l'homme, il va en effet de soi que ce rôle ne s'exerce pas seulement dans les situations ordinaires : il est encore plus crucial dans les périodes de crise qui sont justement

celles pendant lesquelles, en général, se produisent les plus graves excès et déviations.

65. D'autre part, l'interdiction de dissoudre ou suspendre le parlement sous état d'exception de même que la préservation, dans ces circonstances, des immunités et privilèges dont se dote le corps législatif agissent comme des garanties pour le plein exercice du mandat parlementaire pendant les situations de crise et comme des limites précises aux facultés qui sont attribuées dans des circonstances exceptionnelles au pouvoir exécutif (lequel n'a que trop tendance à en avoir une interprétation expansive).

66. A cet égard, l'expérience du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'Union interparlementaire est éclairante. Une forte proportion des plaintes dont il a été saisi entre 1977 et 1993 concernait en effet des parlementaires de pays vivant sous un état d'exception qui, bien souvent, avait été rendu pérenne par un renouvellement systématique pendant plusieurs mois, voire plusieurs années. Dans ces circonstances, l'Union a pu constater de graves atteintes aussi bien à l'institution parlementaire en tant que telle qu'aux droits des parlementaires - dont l'une des plus fréquentes et des plus sérieuses résulte de l'utilisation abusive du pouvoir de détention sans inculpation ni jugement généralement accordé au pouvoir exécutif dans des circonstances exceptionnelles.

B. Synthèse des débats par la Présidence du Symposium interparlementaire
"Le parlement : gardien des droits de l'homme"

1. Les parlements dans les états d'exception

67. Le Symposium a souligné que l'état d'exception, qui est prévu par la plupart des systèmes juridiques et par les principaux instruments internationaux de droits de l'homme, ne doit pas ouvrir la voie à l'arbitraire.

68. Le Symposium a évoqué une série de principes permettant de prévenir de graves violations de droits de l'homme, comme celles qui ont été constatées dans plusieurs des 80 pays ayant proclamé un état d'exception entre 1985 et 1992.

69. Il a souligné combien il est important que le parlement puisse jouer son rôle en ce qui concerne la déclaration aussi bien que la levée de l'état d'exception, en ce qui concerne la détermination des droits auxquels il peut être dérogé pendant l'état d'exception et en ce qui concerne le contrôle de l'exercice des pouvoirs exceptionnels par les autorités investies de tels pouvoirs, notamment les forces de sécurité et de police.

70. Nombre de participants ont fait valoir que l'état d'exception doit être défini dans des dispositions ayant le rang de normes constitutionnelles, de sorte que cette institution demeure à l'abri de réformes législatives circonstanciées, et ils ont souligné l'importance de dispositions interdisant la dissolution et même la suspension du parlement pendant un état d'exception. Le parlement est en effet trop souvent la première victime de la

déclaration d'un état d'exception, soit sous la forme d'une dissolution pure et simple, soit sous la forme d'une restriction drastique de ses pouvoirs législatifs.

71. Même si plusieurs participants ont souligné que la dévolution au pouvoir exécutif de certains des pouvoirs du parlement était inhérente à l'existence d'un état d'exception, plusieurs autres ont soutenu que le parlement devait maintenir ses pleins pouvoirs législatifs. Ces mêmes orateurs ont insisté sur l'importance du maintien, pendant un état d'exception, des immunités dont jouissent les parlementaires, considérant que c'est précisément dans de telles situations que les représentants du peuple doivent, plus que jamais, être à même de défendre les droits de leurs mandants et être particulièrement attentifs à le faire.

72. Les participants ont souligné que la déclaration d'un état d'exception devait véritablement répondre à une situation de crise exceptionnelle, telle que prévue dans la norme nationale régissant l'état d'exception. Certains ont relevé que le parlement et ses membres devaient en tout temps être attentifs aux signes avant-coureurs de crise pouvant conduire à la déclaration d'un état d'exception. Dans ce contexte, allusion a été faite maintes fois à la nécessité de s'attaquer aux racines mêmes des déséquilibres structurels, principalement le problème de la pauvreté, qui fait trop souvent le lit des régimes autoritaires. Allusion a également été faite à la garantie contre la crise que représente la transparence des activités politiques ainsi qu'un échange fluide d'informations entre politiques et forces de sécurité.

73. Le Symposium a relevé que la durée de l'état d'exception devait être strictement limitée dans le temps, ainsi que le Conseil interparlementaire l'a maintes fois relevé. Plusieurs orateurs ont tenu à souligner que le parlement devait strictement s'assurer que les pouvoirs exceptionnels conférés à certaines autorités du fait de l'état d'exception avaient effectivement cessé d'être exercés à dater de la levée de celui-ci.

74. Plusieurs intervenants ont aussi souligné la nécessité d'une notification de l'état d'exception à l'ensemble de la population ainsi que la garantie que représente pour celle-ci le fait que la communauté internationale soit dûment informée de la proclamation d'un état d'exception; cette notification constitue en fait une obligation pour les Etats parties à certains traités. Un représentant latino-américain a tenu à dire que, pour plusieurs pays de sa région, à l'époque où ils ont connu la dictature militaire, l'absence de notification de l'état d'exception avait contribué à ce que la communauté internationale ignore l'ampleur des violations des droits de l'homme auxquelles cet état donnait lieu.

75. Plusieurs orateurs ont en outre fait valoir que les mesures prises pour faire face à la crise devaient être proportionnelles à l'ampleur de celle-ci et qu'un nombre de droits devaient demeurer en tout temps à l'abri d'une quelconque dérogation. Il a notamment été fait mention du droit à la vie et du droit à ne pas être soumis à la torture ou à des traitements cruels, inhumains ou dégradants.

76. La question de l'ampleur des pouvoirs de détention dévolus au gouvernement pendant un état d'exception et la garantie que signifie pour tout détenu l'obligation d'être soumis à l'autorité du pouvoir judiciaire a été relevée.

77. Nombre d'orateurs ont exprimé leur répudiation de la pratique de la torture, dont le risque est particulièrement grand lorsqu'un état d'exception est déclaré et que des pouvoirs très amples sont dévolus aux forces de police et de sécurité.

V. ACTION ENTREPRISE PAR LE RAPPORTEUR SPECIAL SELON LA PROCEDURE
ETABLIE DANS SA METHODE DE TRAVAIL

A. Services consultatifs

Ex-Union des Républiques socialistes soviétiques

78. Suite à la position qu'il avait prise dans ses rapports sur les états d'exception eu égard aux événements survenus dans l'ex-URSS à partir de la tentative du coup d'Etat des 19, 20 et 21 août 1991 ^{3/}, le Rapporteur spécial a pu, dans le cadre des services consultatifs du Centre pour les droits de l'homme, se rendre à Moscou du 1er au 4 septembre 1992 à l'invitation des autorités de la Fédération de Russie.

79. Au cours de cette visite, le Rapporteur spécial s'est entretenu avec plusieurs hauts responsables de la Fédération de Russie des questions relatives à l'instauration et l'application de l'état d'exception dans le pays. Il a eu des entrevues approfondies notamment au Soviet suprême (Parlement), à l'Office du Procureur général, au Ministère de l'intérieur et au Ministère des affaires étrangères. Il a aussi eu des entretiens avec des parlementaires et des représentants d'organisations non gouvernementales.

80. Tous ces entretiens ont mis en lumière le souci véritable des autorités de la Fédération de Russie d'harmoniser les aspects juridiques et pratiques de l'état d'exception avec les normes et règles consacrées par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ratifié par ce pays, ainsi qu'avec les suggestions formulées par le Rapporteur spécial.

81. Plusieurs situations concrètes ont ainsi été évoquées, notamment celle de la République tchèque et d'autres endroits du Caucase du Nord où les tensions constatées pourraient donner lieu à des situations d'urgence. A cette occasion, les autorités russes ont manifesté leur souci de modération et leur volonté de traiter ce genre de cas, de manière à éviter l'aggravation de la situation. Par exemple, les mesures d'exception décidées quelques mois auparavant en ce qui concerne la République tchèque avaient finalement été annulées par le pouvoir central.

82. Il a par ailleurs été constaté que le climat général du moment, propice aux états d'exception, était largement dû, non seulement à ces événements dans certaines régions de la Fédération de Russie elle-même, mais aussi aux conflits qui avaient alors lieu dans les anciennes républiques soviétiques frontalières de la Fédération, lesquels avaient une répercussion directe sur la situation de cette dernière. Parmi les conséquences les plus alarmantes de cet état de choses, il convient de signaler l'exode d'une partie de la population russophone par suite de l'insécurité accrue, des manifestations russophobes et d'autres causes. Vu le lien direct existant entre les conflits qui se développent à la frontière de la Fédération de Russie et les tensions qui subsistent à l'intérieur de celle-ci, et celui existant entre ces situations et l'adoption éventuelle de mesures d'exception, le Rapporteur spécial estime que l'ensemble de cette question mériterait d'être examiné, et il l'évoquera dans son prochain rapport. Les événements qui se sont produits à

la fin d'octobre 1992 au Tadjikistan, lorsqu'un état d'exception a été déclaré, ne font que confirmer cette conviction du Rapporteur spécial.

83. Etant donné le caractère constructif des contacts établis à l'occasion de cette première visite en Fédération de Russie, et compte tenu de l'invitation qui lui a été adressée par les autorités de la République du Kirghizistan, le Rapporteur spécial est d'avis qu'un cadre favorable est en train de se créer, permettant l'instauration d'une coopération utile et fructueuse avec les républiques de l'ancienne URSS dans le cadre des services consultatifs en matière de droits de l'homme.

B. Corrections à la liste d'Etats figurant dans les quatrième et cinquième rapports annuels

Philippines

84. Dans la liste des Etats contenue dans ses quatrième et cinquième rapports annuels, le Rapporteur spécial avait inclus, dans la notice concernant les Philippines, une référence à l'"état d'exception proclamé sur tout le territoire le 6 décembre 1989" qui, selon les informations dont il disposait, était encore en vigueur (E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, par. 12, E/CN.4/Sub.2/1992/23, par. 12). Dans une lettre datée du 21 septembre 1992 adressée au Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme, la Mission permanente des Philippines a fait savoir que l'état d'exception proclamé sur tout le territoire, le 6 décembre 1989, avait été abrogé le 7 juin 1990, soit six mois après sa proclamation, ainsi qu'il en était disposé dans la loi de la République No 6826, laquelle confirmait la proclamation No 503 portant état d'exception sur tout le territoire.

85. Le Rapporteur spécial a donc procédé à la rectification nécessaire et inclus l'information fournie par les Philippines dans le présent cinquième rapport annuel révisé, et dans la liste des Etats qu'il contient.

C. Lettre émanant de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

86. Dans une lettre datée du 16 septembre 1992 envoyée en réponse à une lettre du Rapporteur spécial 4/, le Président de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a assuré le Rapporteur spécial de la pleine coopération de la Commission africaine et décrit le mandat et la composition de cette commission. Il a été indiqué au Rapporteur spécial que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ne contenait aucune disposition spécifique concernant les états d'exception. Toutefois, la Commission se guidait sur les normes internationales reconnues dans le domaine des droits de l'homme qui étaient applicables aux mesures d'exception. Il a également été souligné que la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples serait en mesure d'examiner des questions liées aux états d'exception, en particulier lors de l'examen des rapports présentés par les Etats au titre de l'article 62 de la Charte africaine ou dans le cadre de la procédure d'examen des communications.

87. Le Président de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a déclaré qu'il communiquerait au Rapporteur spécial les résumés des rapports que les Etats avaient déjà présentés, compte tenu de l'intérêt tout particulier que le Rapporteur spécial portait aux régimes d'exception.

D. Base de données sur les états d'exception

88. Au paragraphe 9 de sa résolution 1992/22, la Sous-Commission a invité le Rapporteur spécial à maintenir et à élargir ses contacts avec des institutions et des experts techniques compétents et à tenir des consultations avec eux en vue de la réception, du stockage et de la recherche de l'information touchant des questions relevant de son mandat.

89. Conformément à cette disposition, le Rapporteur spécial a à nouveau organisé, en coopération avec le Centre pour les droits de l'homme, une réunion d'experts consacrée à la question d'une base de données sur les états d'exception et les questions connexes relatives aux droits de l'homme, qui s'est tenue les 2 et 3 mars 1993 au Palais des Nations, à Genève.

90. Ont participé à cette réunion les représentants de la plupart des organes qui exploitent actuellement ou sont en train d'élaborer des bases de données sur les droits de l'homme, notamment le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Conseil de l'Europe, HURIDOCs, le Centre for International and Comparative Human Rights à Belfast et l'Institut arabe pour les droits de l'homme à Tunis. Des représentants d'un certain nombre d'autres organismes, notamment le Centre néerlandais pour les droits de l'homme (SIM), l'African Centre for Democracy and Human Rights Studies (Centre africain d'études sur la démocratie et les droits de l'homme) à Banjul et le Centre pour les droits de l'homme de l'Université de Hong Kong, qui ne pouvaient assister à la réunion, ont demandé à être tenus informés des faits nouveaux.

91. Chacune des institutions participantes a rendu compte de ses programmes en cours ou prévus et des formes possibles de coopération. Dans chaque cas, la forme particulière de la base de données utilisée avait été dictée par les besoins de ses usagers, tant internes qu'externes. A titre d'exemple, les diverses bases de données de l'OIT étaient conçues essentiellement pour assurer un accès rapide des fonctionnaires de l'OIT et des organismes participants à toute la gamme des textes des conventions, décisions et rapports de l'OIT et aux législations nationales pertinentes. Les bases de données du HCR avaient également été conçues essentiellement pour être utilisées par cet organisme et par les organismes nationaux spécialisés. La base de données sur les états d'exception de la Queens University de Belfast était mise au point de manière similaire pour répondre aux besoins particuliers de ceux qui souhaitaient contrôler les violations des droits de l'homme commises dans le cadre d'états d'exception et de régimes apparentés.

92. Il y a eu accord général sur les points suivants :

a) Ces bases de données et d'autres servant un objectif particulier, il ne conviendrait pas au stade actuel de tenter d'établir une base de données unique et globale sur les droits de l'homme;

b) Il faudrait s'efforcer au maximum d'éviter les doubles emplois en matière d'activités et de dépenses pour la collecte des données;

c) Les données non confidentielles, telles que le texte intégral des législations et les monographies, devraient être enregistrées de manière à pouvoir être facilement accessibles pour être utilisées dans d'autres bases de données pertinentes.

93. Le débat a porté sur les moyens d'étendre à d'autres juridictions les modèles de rubriques dans la base de données et de les rendre plus immédiatement et plus directement utiles à ceux qui observent les violations des droits de l'homme commises lors des états d'exception et s'efforcent de les empêcher. Le Rapporteur spécial était tout particulièrement désireux de pouvoir avoir immédiatement accès aux détails quant à la constitutionnalité des proclamations d'états d'exception. D'autres souhaitaient que l'on inclue le plus possible de renseignements attestés sur les violations. La stratégie générale pour élaborer la base de données sur une base régionale a été approuvée.

94. On peut résumer comme suit les autres points d'accord sur l'élaboration de la base de données :

a) Il faudrait élaborer la base de données sur le modèle des rubriques types mises au point à Belfast en ajoutant aussi des renseignements dûment attestés sur la nature et la fréquence des violations des droits de l'homme;

b) Il faudrait étoffer la base de données, en collaboration avec un certain nombre de centres régionaux, et les divers centres devraient coopérer pour rechercher auprès des sources appropriées le financement nécessaire à cette fin;

c) Les éléments figurant dans les rubriques existantes devraient être mis aussi rapidement que possible à la disposition de ceux qui s'occupent des droits de l'homme, par le biais d'un réseau informatisé accessible à tous.

95. Les participants ont convenu de travailler en collaboration plus étroite pour atteindre ces objectifs et d'organiser chaque année une nouvelle réunion.

E. Directives pour la législation nationale et question
des droits intangibles

96. Ainsi qu'on l'a déjà indiqué, le Rapporteur spécial a reçu et continue de recevoir des observations précieuses et pertinentes émanant à la fois de sources gouvernementales et non gouvernementales, concernant le projet de principes à suivre pour la rédaction de textes légaux relatifs aux états

d'exception; il espère être en mesure de présenter dans ses prochains rapports des projets de principes beaucoup plus complets que ceux figurant dans son quatrième rapport annuel. Des observations quelque peu semblables pourraient être formulées au sujet du paragraphe 8 de la résolution 1992/22 de la Sous-Commission, où le Rapporteur spécial est prié d'examiner la question des droits qui n'admettent aucune dérogation quelle qu'elle soit et quelle que soit la cause ou la gravité de l'état d'exception.

Notes

1/ Ultérieurement, par sa résolution 1987/25, la Sous-Commission a décidé d'examiner cette question de manière hautement prioritaire, au titre du point de l'ordre du jour "L'administration de la justice et les droits de l'homme des détenus : b) Question des droits de l'homme et des états d'exception".

2/ Dès 1978, le Conseil interparlementaire - examinant des atteintes aux droits de l'homme de parlementaires portées à son attention par son Comité des droits de l'homme des parlementaires - a affirmé qu'"il résulte de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ... que les mesures dérogatoires qu'il autorise ne peuvent avoir qu'un caractère exceptionnel et transitoire".

3/ Voir E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1, annexe II; E/CN.4/Sub.2/1992/23, par. 15, 16, 25 et 26.

4/ Voir E/CN.4/Sub.2/1992/23, par. 34 à 36.

Annexe I

LISTE DES REPONSES ET AUTRES COMMUNICATIONS RECUES*

A. Gouvernements

Arménie	10 juillet 1992
Australie	12 mars 1993
Autriche	5 mars 1993
Bangladesh	1er avril 1993
Barbade	18 février 1993
Cameroun	29 décembre 1992
Chili	28 avril 1993
Colombie	24 juillet et 5 septembre 1992; 27 janvier et 27 avril 1993
Dominique	27 janvier 1993
Estonie	15 mars 1993
Fédération de Russie	27 juillet, 4 novembre et 21 décembre 1992
Guyana	24 mars 1993
Iraq	4 mars 1993
Irlande	22 janvier 1993
Malte	17 mars 1993
Maurice	2 mars 1993
Mexique	31 mars 1993
Myanmar	18 août, 28 septembre et 7 et 19 octobre 1992
Pérou	25 août 1992

* Depuis juillet 1992, date à laquelle le cinquième rapport a été publié (E/CN.4/Sub.2/1992/23).

Philippines	21 septembre 1992
Pologne	22 mars 1993
République de Moldova	25 juin 1992
Roumanie	8 avril 1993
Sénégal	17 mars 1993
Trinité-et-Tobago	12 mars 1993
Tunisie	4 janvier 1993
Venezuela	1er avril 1993

B. Organisations intergouvernementales

Commission africaine des droits de l'homme et des peuples	16 septembre 1992
Commission interaméricaine des droits de l'homme	11 janvier 1993
Ligue des Etats arabes	4 avril 1993

C. Organismes des Nations Unies

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	30 décembre 1992
Division des droits des Palestiniens	18 janvier 1993

D. Organisations non gouvernementales

Amnesty International	10 mars 1993
Association latino-américaine pour les droits de l'homme	27 janvier 1993

Annexe II

LISTE DE PUBLICATIONS SPECIALISEES RECUES
D'AMNESTY INTERNATIONAL

AFRIQUE DU SUD	Enquête sur la violence 1990-1992 : la complicité des forces de sécurité dans les tortures et les assassinats politiques (AFR 53/09/92)
COREE DU SUD	Les préoccupations d'Amnesty International (ASA 25/14/92)
EGYPTE	Les détentions par la police de sécurité infirment l'autorité de la loi (MDE 12/01/92)
INDONESIE/TIMOR ORIENTAL	L'opposition étouffée (ASA 21/09/92)
KOWEIT	Cases of "disappearance", incommunicado detention, torture and extrajudicial execution under martial law (MDE 17/02/92)
LESOTHO	Torture, political killings and abuses against trade unionists (AFR 33/01/92)
MYANMAR	"L'absence de loi" : régime militaire et violations des droits de l'homme (ASA 16/11/92)
PEROU	Résumé des préoccupations d'Amnesty International depuis 1983 (AMR 46/03/92)
PEROU	Human rights during the government of President Alberto Fujimori (AMR 46/18/92)
ROYAUME-UNI	Irlande du Nord : le droit de garder le silence (EUR 45/01/93)
SYRIE	Le sort des prisonniers politiques (MDE 24/12/92)
TURQUIE	Torture, exécutions extrajudiciaires et "disparitions" (EUR 44/39/92)
